

La voix de l'Opposition de gauche

A propos de l'appel adopté par le POI, le M'PEP,
la Gauche communiste du PCF et PRCF

25 août 2012

L'appel qui a été adopté à l'issue de la rencontre initiée par le POI pour le rejet du TSCG ne contient aucun élément nouveau.

J'ai une proposition à leur soumettre, qui leur permettrait de se racheter de la campagne de 2005 axée uniquement contre le TCE. Si vous vous souvenez bien, vous pouvez le vérifier à l'aide des articles disponibles dans le site, le PT comme les autres partis avaient refusé de reconnaître dans la victoire du non une défaite de Chirac, alors président de la République, qui avait appelé à voter pour le TCE. Le PT avait également refusé obstinément d'orienter leur bataille contre les institutions de la Ve République, comme en 2012 pour le rejet du TSCG.

Vous pouvez appeler à une manifestation nationale à Paris devant l'Assemblée nationale, mieux, contre l'Assemblée nationale, qui comme en 2005 est composé à plus de 90% de partisans du TSCG, donc lier le rejet de ce traité au rejet des institutions antidémocratiques de la Ve République. Rappelons qu'en 2005, 92% des députés s'étaient exprimés en faveur du TCE, signifiant après coup et la victoire du non, qu'ils étaient illégitimes pour représenter la voix des exploitées qui constituaient l'immense majorité de la société.

Ils ont l'occasion de le mettre en évidence devant les travailleurs non pas après mais avant que ce traité soit ratifié, saisiront-ils cette occasion qui correspond à l'une des tâches de l'avant-garde d'éduquer les masses sur le plan politique ? Rien n'est moins sûr, peu importe, notre devoir était de le souligner devant les militants.

Un autre aspect de cette bataille occulté.

Comment se fait-il que le POI ne se soit pas adressé aux syndicats, alors que Mailly pour FO a affirmé que si un référendum avait lieu sur le TSCG, il appellerait à voter non ? Pour ne pas mettre dans l'embarras Mailly qui n'est pas seul à décider à FO ?

Selon le POI et d'autres, si le TSCG était adopté, nous ne pourrions plus revendiquer quoi que ce soit pour ainsi dire, c'est bien dans ces termes qu'ils l'ont présenté, je ne caricature pas leur argumentation, n'est-ce pas ? Revendiquer des avancées sociales, en terme de salaire, d'emplois ou de conditions de travail, rassurez-moi, c'est bien (encore) la mission ou le mandat des syndicats, non ? Ils sont donc directement concernés par le TSCG. Alors répétons notre question, pourquoi le POI ne s'est-il pas adressé à l'ensemble des syndicats ? Nous attendons sa réponse.

Au fait, je ne sais pas si Mailly est en vacances ou s'il n'a pas du tout apprécié l'article que je lui ai consacré le 17 juillet, je ne reçois plus son éditorial hebdomadaire. Vous me direz que cela ne nous manque pas, certes, mais on se doit de se tenir informé et rien ne m'empêche d'aller le pêcher sur le site de FO, entre nous, j'ai mieux à faire en ce moment.

A croire que j'étais en forme ce soir, il est 21h, en buvant un coup avant de mettre à table, oui, j'ai repris cette mauvaise habitude de me servir un cocktail et de faire un point politique en fin de journée, muni d'un stylo et d'un cahier, je note les idées qui me passent par la tête et c'est très souvent très productif, comme quoi un peu d'alcool ne présente pas que des inconvénients, pour le cerveau, peut-être pas pour le porte-monnaie ! Donc, il m'est venu une idée à laquelle je n'avais pas encore pensé ou que j'avais laissé tomber puis oublié de traiter.

Je me suis dit que finalement l'existence de l'URSS et ses satellites en avait arrangé plus d'un pendant près d'un demi-siècle, notamment parmi ceux qui prétendaient combattre le stalinisme, mais qui finalement s'en accommodèrent autant que du capitalisme, en ce qui concerne celui-ci on ne s'en rendit compte que bien plus tard, tandis que la collusion avec le stalinisme n'a pas été encore réellement abordé ou n'a toujours pas été identifiée en tant que telle, c'est pour dire le boulot qu'il nous reste à faire avant que le mouvement ouvrier reprenne le chemin du socialisme.

Jusqu'à la chute du régime stalinien en Pologne en 1981, le PCF et la CGT menaient une politique contradictoire dictée au cas par cas par la politique étrangère du Kremlin ou les besoins du régime capitaliste en France, entraînant derrière eux le gros des troupes du mouvement ouvrier en France ainsi que son avant-garde, OCI, LCR et LO.

A cette époque-là, les capitalistes se montraient plus généreux qu'aujourd'hui envers les travailleurs, les inégalités existaient mais n'avaient pas atteint le degré qu'on connaît en 2012, il n'était pas rare que les revendications soient satisfaites en totalité ou en grande partie, l'inflation était importante, mais les augmentations de salaire suivaient pour la plupart des travailleurs, pas pour tous comme d'habitude évidemment, ce qui n'infirmes pas ce qui vient d'être rappelé.

Livrer une bataille était souvent payant, du coup tout le monde semblait y trouver son compte, les travailleurs, les syndicats, les partis ouvriers et le régime de la Ve République. Cela se traduisait par une hausse de la syndicalisation ou son maintien à un niveau respectable, le PCF enregistrait de bons scores électoraux et les trois partis cités plus haut voyaient le nombre de leurs militants sans cesse augmenter, bref tout semblait aller pour le mieux dans le meilleur des mondes, jusqu'en 1981 seulement.

Avec la chute annoncée de l'URSS et l'offensive généralisée déclenchée par l'impérialisme américain sous Nixon, tout ce scénario allait être chamboulé. Mitterrand allait mettre en place une politique de rigueur qui consistera en premier lieu à désindexer la hausse des salaires sur celle des prix, ce qui reviendra à bloquer les salaires, pire, à diminuer le niveau de vie des travailleurs par le biais de l'augmentation continue des cotisations sociales, puis la création de la CSG en 1991 sous Rocard, des nationalisations des premières heures, il allait passer aux privatisations massives que Jospin amplifiera quelques années plus tard sous Chirac, et le chômage de masse allait s'installer durablement jusqu'à nos jours.

Bref, pour le PCF comme pour la CGT ou les autres syndicats, petit à petit, il n'allait y avoir plus rien à gratter aux capitalistes. Le PCF n'ayant plus à s'aligner sur le Kremlin et étant incapable de développer une orientation politique indépendante, sa véritable nature contre-révolutionnaire allait apparaître de plus en plus au grand jour au fur et à mesure qu'il allait prendre en charge la crise du régime jusqu'à épouser les contours et le programme d'un parti réformiste une fois la dictature du prolétariat balancée par dessus bord, comme pour montrer ses bonnes intentions ou sa fidélité indéfectible au régime. La CGT allait suivre le même cheminement en se rapprochant de la CFDT réputée pour accompagner le capitalisme et non le combattre.

Cela aura pour conséquence une hémorragie des effectifs des syndicats et une chute sans fin du PCF de quelque 20% à moins de 2% à l'élection présidentielle.

L'OCI, la LCR et LO connaîtront la même mésaventure, sans pour autant que les dirigeants de ces partis ne l'attribuent (en partie) à leurs analyses et stratégies qui s'étaient avérées erronées ou foireuses sur toute la ligne, pire, ils afficheront leur dépendance aux appareils des syndicats et du PS et du PCF, aux institutions, au grand dam de nombreux militants qui en profiteront pour démissionner ou cesser le combat. A aucun moment ils ne seront capables de corriger leurs erreurs, pour finalement se renier ou se réfugier dans le pire opportunisme qui soit qui se traduira par la liquidation de l'OCI-PCI en 1985 (en réalité dès 1981) au profit du MPTT, puis le PT, et enfin le POI, la LCR se dissolvant dans le NPA, deux partis censés attirés des éléments extérieurs à la classe ouvrière, l'OCI et la LCR n'étant jamais parvenus à devenir des partis ouvriers composés en majorité d'ouvriers, afin de mieux coller à la nouvelle période ouverte par la disparition de l'URSS.

Aussi longtemps qu'il y avait du "*grain à moudre*" (Bergeron), que le capital était prêt à consentir des réformes, personne ou presque dans ces partis n'aurait osé remettre en question les analyses et les stratégies de leurs dirigeants, les batailles auxquelles ils participaient permettaient de recruter de nouveaux militants, et malgré les défections le solde s'avérait positif, certes, ce n'était pas mirobolant, mais plein de promesses pour la suite pour peu qu'on ne se pose pas trop de question et qu'on ne gratte pas au-delà du verni trompeur des déclarations grandiloquentes. C'était l'arbre qui cachait la forêt. Tout le monde s'accommodait des relations que les appareils avaient forgé avec ceux des syndicats, après tout n'en profitons-nous pas nous-mêmes, idem avec le PS ou le PCF selon les partis.

On pourrait dire que le pot aux roses a été découvert à partir du moment où l'URSS a implosé et le capital a lancé son offensive contre le mouvement ouvrier international. Pendant près d'un demi-siècle, on a vécu dans la même illusion qui avait emporté la social-démocratie un siècle plus tôt, corrompue par l'idée que le développement du capitalisme serait continu et réaliserait progressivement le socialisme... jusqu'à un certain 3 août 1914 qui remit les pendules à l'heure.

Les sociaux-démocrates ne se sont pas réveillés un beau matin en se disant, tient, on va changer du tout au tout, on va se renier, on va s'aligner sur notre bourgeoisie et voter les crédits de guerre, non, ils étaient déjà sur le plan idéologique corrompus par le capitalisme et opposés au socialisme. C'est le développement du capitalisme et de la lutte des classes à l'échelle mondiale qui l'accompagnait qui masqua la véritable nature de la SFIO et ses dirigeants.

A chaque étape du développement du capitalisme ou quand il engrange des profits considérables, pour maintenir la paix sociale ou la stabilité du régime, il corrompt les chefs du mouvement ouvrier et constitue une solide aristocratie ouvrière qui serviront à combattre les éléments les plus avancés du prolétariat, à le diviser. Une autre méthode consiste à les associer aux institutions et à la gestion de la société en les présentant comme des avancées démocratiques, alors qu'elles ont un contenu corporatiste. Quand ils la rejettent parce que ses conclusions sautent aux yeux, c'est pour mieux l'adopter au fil du temps, morceau par morceau, année après année, pour en arriver à la banalisation de la collaboration de classe. Ils ont rejeté l'intégration des syndicats au Sénat pour mieux les intégrer au Conseil économique et social ou dans une multitude de comités ou institutions informelles auxquelles participent le patronat et le gouvernement, les Comités d'entreprise fonctionne comme des relais des conseils d'administration, etc. On pourrait ajouter leur présence au sein des conseils d'administration des entreprises nationalisées et grassement rémunérée, dans les organismes sociaux qu'ils gèrent finalement comme une entreprise capitaliste au détriment des intérêts des travailleurs.

Cet édifice qui s'apparente à une vaste escroquerie ou une entreprise de démolition programmée de tous nos droits sociaux a bénéficié du soutien de tous les partis sans exception qui l'ont couverte.

Maintenant on semble découvrir l'étendue des dégâts face à une situation qui semble tout aussi inextricable puisqu'on est impuissance à y faire face, tout du moins tant qu'on s'escrime à vouloir obtenir des résultats immédiats sur le plan social, alors que c'est quasiment impossible au regard de la décomposition du mouvement ouvrier, de l'absence d'une direction pour le remettre sur les rails et le guider dans la bonne direction, son avant-garde profondément divisée demeurant incapable de corriger ses erreurs du passé qu'elle reproduit sans cesse, quand elle ne sombre pas dans l'aventurisme, sclérosée, elle est vouée à connaître une régression sans fin, à végéter, le NPA et LO en font la démonstration.

En quoi les politiques du POI, du NPA ou de LO ou les formations qui les ont précédés sous un autre nom depuis 67 ans ont-elles permis de construire le parti ? En rien, il n'existe pas un seul parti comptant dans ses rangs une majorité d'ouvriers.

En quoi ont-elles permis de préserver l'indépendance des syndicats en admettant qu'ils aient été un jour indépendant de l'Etat ou du capital ? En rien, ils n'ont que le dialogue social à la bouche et ils bradent nos acquis à tour de bras au plus offrant.

En quoi ont-elles permis d'améliorer le niveau de compréhension de la société des travailleurs ? En rien, sinon cela se saurait et chacun pourrait le constater, or ce n'est pas le cas.

En quoi ont-elles permis de mobiliser la classe pour préserver ses acquis ou droits ? En rien, ils foutent tous le camp.

On peut nier ce constat, on peut toujours s'arranger avec la réalité, continuer dans la même voie serait suicidaire.

(Il est très tard une fois de plus, on essuie un gros orage, tropical, donc je ne suis pas prêt de me coucher, on continue quelques lignes encore.)

Il ne s'agit pas ici de faire le procès de personnes ou de dirigeants, mais d'essayer de comprendre ce qui n'a pas marché pour que cela marche dans l'avenir.

Le 3 août 1914, on l'a revécu un nombre de fois incalculable depuis 1945, la prochaine fois coïncidera avec la ratification du TSCG et du MES. On a l'impression de ne pas avoir progressé, non ? Pourquoi ?